Ce que vous ne lisez pas dans *Libération*… vous le trouverz ici

Pendant toute l'affaire, la grande presse a joué fidèlement son rôle de « courroie de transmission » pour la police, relayant ses « informations », faisant écho à ses communiqués de victoire, puis à sa perplexité : la voix de son maître, quoi... Cette conception de leur métier est normal chez des journalistes qui vivent à longueur d'année en rapport (c'est le mot juste) avec les gens de la « grande maison », et dépendent, en fin de compte, de ceux-ci pour leur pain quotidien.
Libération pose un cas particulier, d'abord parce qu'il s'adresse à une clientèle particulière : les militants et sympathisants d'extrême gauche ; ensuite, parce que sa rédaction reflète – partiellement – les contradictions de cette extrême gauche.

Aussi la Préfecture de Police a-t-elle dû se réjouir de voir avec quelle facilité on pouvait manipulé cet instrument formateur d'opinion gauchiste : fournissez un rapport de police qui sert l'intérêt politique de la fraction la plus stalinienne, en alimentant la suspicion contre tout ce qui est anarchiste, et *Libération marche-à- fond*.

C'est l'explication la plus charitable de l'article signé « P.C. » qui fut publié en première page de *Libé* du 29 mai. Sous le titre « Des barbouzes dans le commando », l'introduction affirme d'emblée que « derrière cette affaire se profile le spectre de l'infiltration des policiers ou autres barbouzes dans le groupe anarchiste. Et aujourd'hui nous sommes à même de donner quelques détails sur ces infiltrations. Plus, nous donnerons prochainement d'autres informations. » Cette dernière promesse ne devait – bien entendu – jamais être tenu ; mais voyons un peu les

« informations ».

D'abord, le rappel d'articles paru dans *Libé* sur « les activités d'une agence de barbouzes qui recrutait à Alicante et à Zurich, sous la direction du docteur Géhard Harmut von Schubert », ancien nazi, « expert de la guerre secrète » et adjoint du « professeur Johannes von Leers (...) qui sévit en Argentine, puis, après la chute de Peron, en Égypte et en Irak. » Suit un luxe de détails sur cette agence, le « Paladin Group », qui aurait depuis le début de 1974 « deux axes de tir : l'infiltration des groupes anti-franquistes et la neutralisation de leurs éléments les plus durs. Neutralisation, c'est-à-dire enlèvement, mise à l'ombre ou élimination physique pure et simple. » Pointe d'ironie suprême, on prend la peine de nous préciser : « Pas de fuite possible, les renseignements remontent la pyramide et au sommet c'est le « Docteur Miracle » qui négocie avec le gouvernement espagnol. »

Après cette préparation, P.C. peut en venir au cœur du sujet. Laissons-lui donc la parole :

« Il est curieux de constater que dans les jours qui ont précédé l'arrestation « à Clichy (Seine-Saint-Denis) (sic) d'Anne et Lucio Urtuia (re-sic), deux frêles comparses de l'enlèvement du banquier, une Porsche blanche 911, immatriculée dans le canton du Tessin, en Suisse, stationnait des heures à proximité du domicile du basque et de son épouse. Nous avions déjà signalé ce véhicule, dans notre numéro du 23 janvier 1974, comme étant celui d'un agent recruteur de von Schubert, Paolo Barzel, ex-terroriste au Tyrol du Sud. Curieux non ?

« Tout est bizarre, la présence en Avignon de Jean-Vincent Martini, un Belge de 32 ans, figure bien connue des milieux mercenaires et barbouzes de Bruxelles et de Vienne. Martini, qui circule à bord d'un crabe Mercédès, immatriculé en Italie, à Gênes plus exactement, a passé près de douze jours dans la

région avignonnaise en compagnie de deux jeunes gens et d'une jeune femme non identifiés. Or, Martini est un homme de von Schubert. Assez curieux, n'est-ce pas ?

« Si les principaux auteurs de ce rapt combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Les hommes du groupe Paladin sont rompus à tous les types de provocation et ne font pas la fine bouche sur le choix des moyens, encore moins maintenant appuyés comme ils le sont par le vieillard sanglant de Madrid. »

Et ainsi de suite...

Ces élucubrations au relent caractéristique permettent de poser deux problèmes. D'abord, il serait vain de nier que le pourrissement de certains milieux de l'exil espagnol (ou russe, on tchèque...) est tel – et ceci bien avant que P.C. n'ait cessé de porter la culotte courte – qu'il pose un problème réel ; c'est d'ailleurs un sujet sur lequel nous pensons qu'il faudra se pencher sérieusement. Mais cet article, insinuant sans prouver, donnant des « informations » qui soulèvent autant, et même plus de questions qu'elles ne prétendent en résoudre, n'est pas fait pour clarifier la situation : au contraire il l'obscurcit, et c'est peut-être, à terme, encore ainsi que ce texte policier risque de faire le plus de mal au mouvement libertaire.

Deuxièmement, de manière plus immédiate, cet article, outre qu'il tend à jeter le discrédit sur l'ensemble des milieux antifranquistes, charge nommément certains individus – les Urtubia – au moment ou la police cherche à justifier leur arrestation. Faut-il dire que son auteur n'a jamais cherché à contacter leurs défenseurs ?

Et, au-delà, ce qu'il faut poser, c'est le vieux problème de la conception policière de l'histoire comme conspiration des forces du mal (et son corolaire, le héros défenseur du bien), et ses rapports avec l'idéologie stalinienne, mais aussi avec

la personnalité totalitaire en général (et ceci pourrait être instructif pour beaucoup de camarades...).

Laissons à P.C. le soin d'assumer ses responsabilités. Remarquons que trois semaines plus tard, Libération n'a toujours pas jugé utile de publié la moindre information sur l'affaire, et surtout pas d'accorder le droit de réponse qu'a aussitôt réclamé le Comité de Défense des Inculpés. Le texte de cette réponse fut « perdu » après trois jours où personne n'avait trouvé le temps de la lire (ben voyons...). L'envoi d'une deuxième copie eut pour seul effet de rendre insaisissable le rédacteur qui l'avait reçue.

Ayant reçu une copie de cette réponse, il a semblé nécessaire de la publier. Peut-être la publication de cette polémique – à l'extérieur de *Libération* – amènera-t-elle un de ces débats si ardemment souhaités par ce quotidien « démocratique » ? En attendant, il reste à Libération à justifier sa conduite jusqu'à présent.

X X X